



**IdeAs**

Idées d'Amérique

**5 | Printemps/Été 2015**

**Crise ou transformations du monde du travail dans les Amériques**

---

## La « grande récession américaine » de 2007, les retraites et le « rêve américain »

*The 2007 “US Great recession”, Retirement and the “American Dream”*

*La “Gran recesión” de 2007, el concepto de jubilación y el sueño americano*

Olivier Frayssé

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ideas/947>

DOI : [10.4000/ideas.947](https://doi.org/10.4000/ideas.947)

ISSN : 1950-5701

### Éditeur

Institut des Amériques

### Référence électronique

Olivier Frayssé, « La « grande récession américaine » de 2007, les retraites et le « rêve américain » », *IdeAs* [En ligne], 5 | Printemps/Été 2015, mis en ligne le 18 juin 2015, consulté le 18 mars 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ideas/947> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ideas.947>

---

Ce document a été généré automatiquement le 18 mars 2020.



IdeAs – Idées d'Amérique est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

---

# La « grande récession américaine » de 2007, les retraites et le « rêve américain »

*The 2007 “US Great recession”, Retirement and the “American Dream”*

*La “Gran recesión” de 2007, el concepto de jubilación y el sueño americano*

Olivier Frayssé

---

## Introduction

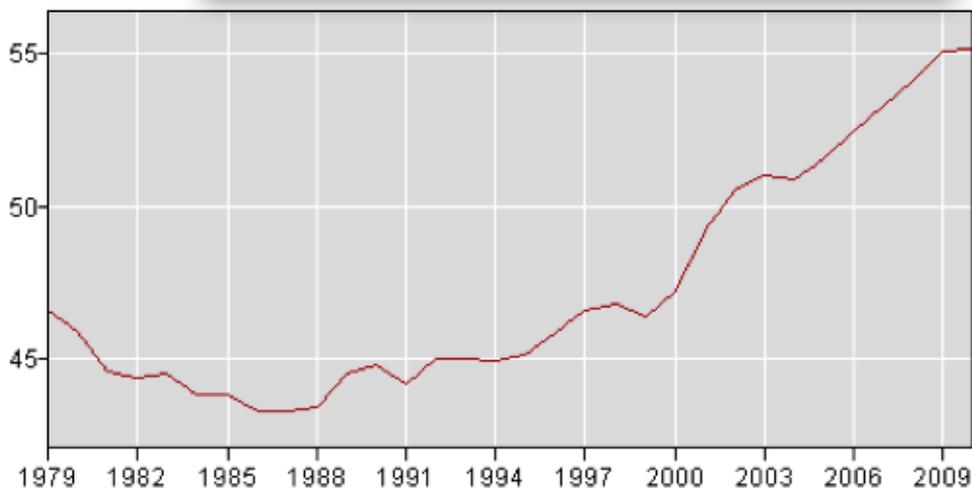
- 1 La crise de 2008<sup>1</sup> a profondément ébranlé les États-Unis, en révélant les fragilités financière, économique, politique d'une puissance qui continuait jusqu'alors, malgré le 11 septembre, à donner une image de solidité à toute épreuve. Un des aspects les moins étudiés de cet ébranlement touche un domaine apparemment mineur, celui de la retraite. Pourtant, la prise en compte de la question des retraites (comme dispositif économique et social) et de la retraite (comme période où il n'est plus nécessaire de travailler pour gagner sa vie) se révèle fructueuse dans l'analyse de la crise.
- 2 On sait que les modifications de l'architecture du système de retraites, privilégiant la capitalisation individuelle, ont alimenté la spéculation à l'origine de plusieurs crises financières (Montagne S., 2006), et notamment de la dernière en date (Frayssé O., 2011). On sait moins qu'un des effets de ces crises, en particulier de la dernière, a été d'augmenter de manière significative le taux d'activité des salariés âgés. La crise a en effet modifié les comportements et les anticipations en matière de retraite, comme en témoignent les statistiques de l'emploi et les enquêtes d'opinion, au point que le concept même de retraite, comme période où il n'est plus nécessaire de travailler pour gagner sa vie, est remis en cause. Dans quelle mesure cette remise en cause constitue-t-elle un phénomène de société ? Pour répondre à cette question, il convient de s'interroger sur la place que la retraite a prise dans la culture américaine, des origines à

nos jours, d'abord en relation avec « l'éthique protestante du travail », puis dans le cadre de la constitution du « rêve américain ».

## L'effet de la crise sur les comportements et les anticipations en matière de retraite

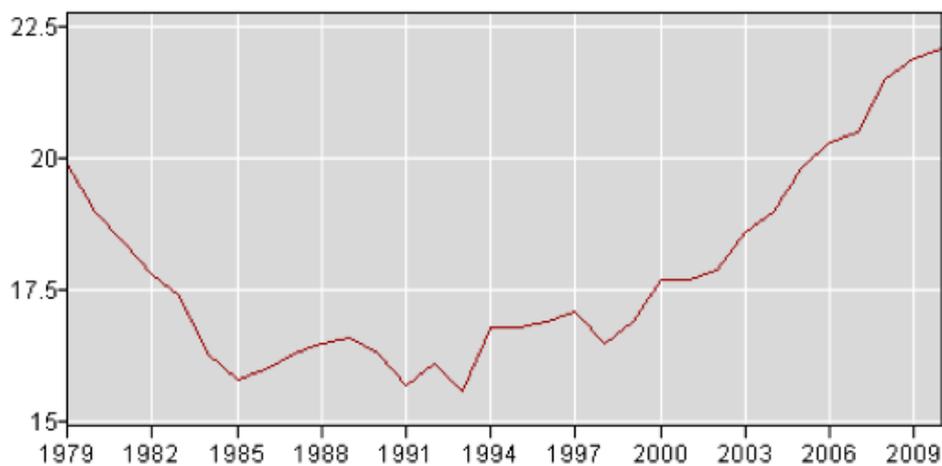
- 3 Le 7 avril 2000, le président Clinton promulguait le *Senior Citizens' Freedom to Work Act of 2000* (United States, 2000), adopté à l'unanimité par les deux chambres du Congrès. Prenant acte du fait que la tendance séculaire à la diminution de la durée de vie active s'était inversée depuis le milieu des années 1980, cette loi historique remettait aussi en cause un principe essentiel du *Social Security Act* de 1935, qui interdisait le cumul emploi/retraite.
- 4 À peine cette loi promulguée, l'Amérique entrait en récession (mars-novembre 2001). Un phénomène nouveau apparut alors : les salariés les plus âgés ont commencé à différer leur départ en retraite en pleine récession, amplifiant la tendance de l'allongement de la durée d'activité observée dans les années 1990. Jusqu'alors, pendant les périodes de récession, les salariés les plus âgés se retiraient du marché du travail, ce qui amortissait l'impact de la récession sur le taux de chômage. Le système de retraite élaboré pendant la Grande Dépression (*Social Security Act* de 1935) avait notamment pour logique de faire de la place aux jeunes en cas de récession, et constituait à cet égard aussi un stabilisateur automatique au sens keynésien. Si, pendant la récession de 2001 comme dans celle de 2007-2009, de nombreux travailleurs âgés ont été contraints de quitter un marché du travail devenu très difficile, une proportion plus importante encore a été forcée d'y demeurer, dans des conditions parfois pénibles, comme en témoigne le taux de chômage des salariés âgés<sup>2</sup>.
- 5 Ainsi, l'oxymore « *working retirement* », le fait de travailler à la retraite, est devenu un lieu commun. Après avoir quitté ou perdu un emploi lié à leur trajectoire professionnelle antérieure (*career job*), nombre de salariés prennent des emplois d'attente, avant de pouvoir toucher leur pension de retraite (*bridge jobs*), puis cumulent salaire et pension. Les Américains de tous âges s'attendent de moins en moins à avoir une vie confortable à la retraite, et se préparent à travailler, qu'ils le souhaitent ou non, jusqu'à un âge avancé. Le taux d'activité (le rapport entre le nombre d'actifs, occupés ou chômeurs, et l'ensemble de la population correspondante) des 60-64 ans et celui des plus de 65 ans n'a cessé d'augmenter depuis les années 1990, et la tendance s'est accentuée pendant la crise.

Graphique 1 : Taux d'activité des hommes de 60 à 64 ans, 1979-2010



Source : Department of Labor Statistics, série LNU01300096, extraction le 15 mai 2011.

Graphique 2 : Taux d'activité de la population masculine de plus de 65 ans, 1990-2010



Source : Department of Labor Statistics, série LNU01300199, extraction le 15 mai 2011.

- 6 C'est donc une proportion importante et croissante d'Américains qui craint de ne pas pouvoir s'offrir le luxe d'une retraite, comme le montre l'enquête annuelle que l'Employee Benefit Research Institute conduit depuis 1993.

Tableau 1 : Niveau de confiance des Américains quant à la perspective d'avoir assez de ressources à la retraite pour vivre confortablement (en pourcentage)

|      | Très confiant | Assez confiant | Peu confiant | Pas confiant du tout |
|------|---------------|----------------|--------------|----------------------|
| 2011 | 13            | 23             | 23           | 27                   |
| 2010 | 16            | 38             | 24           | 22                   |
| 2009 | 13            | 41             | 22           | 22                   |

|      |    |    |    |    |
|------|----|----|----|----|
| 2008 | 18 | 43 | 21 | 16 |
| 2007 | 27 | 43 | 19 | 10 |
| 2006 | 24 | 44 | 17 | 14 |
| 2005 | 25 | 40 | 17 | 17 |
| 2004 | 24 | 44 | 18 | 13 |
| 2003 | 21 | 45 | 17 | 16 |
| 2002 | 23 | 47 | 19 | 10 |
| 2001 | 22 | 41 | 18 | 17 |
| 2000 | 25 | 47 | 18 | 10 |
| 1999 | 22 | 47 | 21 | 9  |
| 1998 | 22 | 45 | 18 | 13 |
| 1997 | 24 | 41 | 19 | 15 |
| 1996 | 19 | 41 | 23 | 16 |
| 1995 | 21 | 51 | 19 | 8  |
| 1994 | 20 | 45 | 17 | 17 |
| 1993 | 18 | 55 | 19 | 6  |

**SOURCE : EMPLOYEE BENEFIT RESEARCH INSTITUTE ET MATHEW GREENWALD & ASSOCIATES, INC., 1993-2011 RETIREMENT CONFIDENCE SURVEYS.**

- 7 La baisse relativement régulière des anticipations d'une retraite conforme aux attentes américaines est significative d'une tendance lourde. Leur chute brutale en 2008-2009, et la poursuite de la dégradation, en particulier en 2011, montre que la crise a eu un impact qualitatif, ce qui n'avait pas été le cas lors de la récession de 2001.
- 8 La montée de l'inquiétude sur les retraites est sans doute apparue dans les années 1980, avant la mise en place de cette enquête régulière par l'Employee Benefit Research Institute. Les discours alarmistes, d'abord sur la retraite fédérale par répartition (*Social Security*), puis sur la solvabilité des régimes de retraite d'employeur par capitalisation à prestations définies (*defined benefits pension funds*) et leur remplacement, dans les contrats de travail, par un régime d'épargne salariale où le salarié supporte seul le risque du rendement des actifs financiers (*defined contributions plans*) ont miné la confiance que les Américains avaient dans leur système de retraite. Dans un article intitulé « La fin d'un rêve », analysant le déclin des régimes à prestations définies, le magazine *Fortune* expliquait en 2006 :

La génération qui atteint la cinquantaine aujourd'hui a observé la précédente, qui avait eu la chance de partir en retraite avant eux, et s'est imprudemment imaginé qu'elle aurait le même type de vie. Lorsque beaucoup d'entre eux s'apercevront de

l'étendue de leur erreur, il est possible que leur triste sort marque les enfants et les adolescents d'aujourd'hui (Colvin G., 2006).

- 9 Si la crise récente a précipité cette évolution, c'est sans doute à cause de son ampleur, mais aussi parce qu'elle a mis en évidence la fragilité du système financier dont les fonds de pension et l'épargne retraite sont des éléments clés, et parce que l'accroissement des déficits publics fait peser une menace sur la capacité de l'État fédéral à honorer ses engagements en matière de retraites publiques par répartition.
- 10 Il en résulte une remise en cause de la notion même de retraite. Or la valorisation de la retraite, comme période où il n'est plus nécessaire de travailler pour gagner sa vie, est bien un élément essentiel de la culture américaine, contrairement aux idées reçues.

## Concept de retraite et « éthique protestante du travail »

- 11 En 1934, dans ses *Carnets de Prison*, après avoir observé qu'en Italie, si les travailleurs urbains espèrent arrêter de travailler à 65 ans, de leur côté les paysans n'ont d'autre choix que de travailler jusqu'à la mort, Antonio Gramsci note également avec humour que « l'Italien moyen est surpris d'entendre dire qu'un multimillionnaire américain continue d'être actif jusqu'au dernier jour de sa vie consciente » ( Gramsci A., 1977, 2144). Si Gramsci utilise le mot « activité » et non « travail » pour désigner ce que fait le grand capitaliste américain jusqu'à son dernier jour, c'est pour réserver le mot « travail » à ceux dont il défend la cause, les salariés et les paysans. Pourtant, il n'y a aucun doute que l'activité dont il parle n'a rien à voir avec le sport, l'art, voire la philanthropie, d'ailleurs menée de concert avec les affaires, mais avec la direction d'entreprise, le travail d'organisation et de supervision de la production.
- 12 Si le travail se poursuit au-delà de la nécessité, c'est sans doute qu'il est particulièrement valorisé dans la culture américaine. Mais cette valorisation s'observe dans bien d'autres pays depuis l'arrivée au pouvoir de la bourgeoisie. Avant d'examiner de plus près le cas américain, il convient donc de s'interroger sur la valeur du travail dans les sociétés bourgeoises, ce qui nous permettra aussi de comprendre ce qui donne ou non de la valeur à cette forme particulière de non-travail qu'est la retraite, et d'observer des spécificités américaines.
- 13 En effet, si le travail, depuis l'avènement de la bourgeoisie, a une valeur menacée dans la société contemporaine (Méda D., 1995), cette valeur diffère selon les individus, les périodes et les cultures ( Frayssé O., 2014). Pour mieux comprendre ces différences, du point de vue des individus, des classes et des cultures, il est utile d'examiner trois dimensions essentielles de cette valeur du point de vue anthropologique.
- 14 La première est instrumentale : le travail est un moyen pour une fin. Le travail, comme moyen d'une fin, implique un effort, une peine (*labor, toil*), l'ensemble des sensations non voulues, nécessaires pour atteindre les sensations voulues. Marquant la différence entre le travail hétéronome, fruit de la nécessité, et le travail autonome, fruit de la volonté, le philosophe Alain écrit : « On veut agir, on ne veut pas subir [...] personne n'aime le travail forcé ; personne n'aime les maux qui tombent ; personne n'aime la nécessité. Mais aussitôt que je me donne librement de la peine, me voilà content » (Alain, 1928 : 93). Dans le travail hétéronome, les fins désirées peuvent être la fierté

d'avoir produit, créé, mais, en règle générale, pour la grande masse de la population, c'est surtout la satisfaction des besoins matériels.

- 15 La seconde valeur du travail réside dans l'exercice d'une activité physique et intellectuelle agréable en elle-même. On peut ranger sous cette rubrique des éléments aussi différents que la sublimation des pulsions, avec sa dimension anxiolytique de soulagement, le plaisir créatif de l'artiste, le plaisir épistémique du chercheur, l'exercice physique, et toutes les activités qui se rapprochent du jeu. Ces sensations agréables peuvent être obtenues dans toutes sortes d'emplois, voire en dehors de tout emploi.
- 16 La troisième dimension est liée au caractère social du travail, la manière dont il s'emploie. L'emploi, rémunéré ou non, peut apporter reconnaissance des autres, estime de soi, satisfaction des besoins de sociabilité, pouvoir.
- 17 La retraite se définit alors comme un temps où l'on peut se dispenser de travailler pour satisfaire ses besoins matériels, où l'on échappe, dans ce domaine, au règne de la nécessité, un temps où l'on échappe à la peine, et pendant lequel on peut aussi se consacrer aux autres formes de travail, autonomes. L'apparition de la valeur travail comme valeur éthique dominante, à l'aube du capitalisme, et la naissance de la notion de retraite, comme période de la vie où l'on n'est pas astreint au travail, sont concomitantes, ce qui n'a rien d'un hasard. En effet, comme la valeur du travail, la retraite comme période de la vie où il n'est plus nécessaire de travailler est une invention bourgeoise.
- 18 Jusqu'à l'époque moderne (milieu du XV<sup>e</sup> siècle), seuls ceux qui vivaient du travail d'autrui jouissaient du privilège de ne pas produire eux-mêmes leurs moyens d'existence, privilège assorti d'obligations militaires, civiques ou spirituelles comme la citoyenneté grecque, l'*otium* romain, l'exercice d'un magistère religieux ou le service des armes. La propriété des moyens de production, concentrée dans quelques mains, était le passeport pour ce temps libre. Les travailleurs ne pouvaient échapper à leur condition servile, ils n'avaient aucun espoir que leur travail les émancipe de la nécessité de travailler ; il était nécessaire de leur imposer le travail légalement, voire physiquement, et de le leur prescrire religieusement ; il n'avait donc pour eux d'autre valeur instrumentale que d'assurer leur survie, d'autres valeurs morales que celles qui leur étaient imposées de l'extérieur. Ce travail, fruit de la malédiction divine, n'avait de fin que dans la mort. Les classes oisives, elles, ne connaissaient ni le travail productif de moyens d'existence, activité qui n'avait donc pour eux aucune valeur éthique, ni la retraite comme phase de la vie où l'on cesse le travail productif, puisque leur vie tout entière était retirée du monde du travail productif. La retraite, pour eux, était plutôt la période où ils pouvaient, s'ils le désiraient, s'abstenir de participer à la vie publique, à la guerre, aux activités sacerdotales, etc.
- 19 Une catégorie particulière de travailleurs, l'artisan des bourgs, le bourgeois, s'est peu à peu détachée de la masse servile. Cette bourgeoisie, protégée des rapines seigneuriales par l'obtention de franchises, a réussi, par l'épargne du fruit de son travail, à s'approprier des moyens de production lui permettant de vivre non seulement de son travail mais aussi de celui des autres. Cette évolution s'est essentiellement opérée dans les bourgs d'Europe, où les artisans et les commerçants n'entraient pas en concurrence immédiate avec la noblesse car ils y accumulaient des moyens de productions autres que la terre, mais aussi dans les pays où une classe d'agriculteurs propriétaires coexistait avec les seigneurs (par exemple les *yeomen* en Angleterre).

- 20 La bourgeoisie est ainsi, dans le cours de l'histoire, la première classe à avoir reconnu une valeur au travail qu'elle accomplissait (et, par extension, au travail en général), puisqu'il lui permettait, contrairement aux autres classes de travailleurs, de s'enrichir, à condition de s'y appliquer sans relâche, ce qui valorisait un *ethos* bourgeois du travail. Travailler pour devenir propriétaire était la forme « naturelle » de son enrichissement, même si, dans la pratique, elle composait sans cesse avec les règles féodales pour bénéficier d'autres sources de revenu. Dans le même mouvement, elle obtenait le moyen d'accéder à la retraite, un temps privilégié où l'on peut vivre exclusivement du travail d'autrui.
- 21 La vie urbaine, puis la révolution industrielle, ont profondément modifié la vision du temps : pour la masse de la population, on est passé du continuum de la vie rurale, où la frontière entre travail et non-travail est extrêmement mobile, car il y a toujours quelque chose à faire et du temps pour le faire à son rythme, à une succession de séquences discrètes, une alternance de périodes de travail – de plus en plus intensives – et de périodes de temps libre, dont la retraite constitue un élément caractérisé par sa durée exceptionnelle et son emplacement dans le cours de la vie ( Ciulia J., 2000 : 170-192).
- 22 Qu'en est-il aux États-Unis, où règnerait ce que les Américains appellent « une éthique protestante du travail », référence approximative et révélatrice au texte fondateur de Weber, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, qui induirait une volonté de travailler jusqu'à la mort, et ne laisserait donc aucune place, en théorie, à la notion de retraite ? (Weber M., 1905) Écoutons un des plus célèbres prédicateurs puritains, Cotton Mather, à l'aube du XVIII<sup>e</sup> siècle :
- Il est vrai qu'il existe des *Gentlemen* qui vivent sur leur fortune et d'autres qui, avancés en *Âge*, se retirent pour manger le fruit plaisant du labeur auquel ils se sont soumis dans leur *Jeunesse*. Mais il sied même aux *Gentlemen* de la plus haute qualité de chercher le moyen de se rendre utile dans le monde, et de s'employer dans quelque bonne *Occupation* (Mather C., 1701 : 42).
- 23 Cette aspiration à un temps libéré de la malédiction du travail obligé, avant même l'autre vie, ne semble donc pas incompatible avec « l'éthique protestante du travail ». Le devoir de « travailler » est certes rappelé dans toute son exigence, pour tous et en tout temps, mais l'éloge d'une retraite bien méritée, loin du travail productif, ne passe pas inaperçu. Le travail a trouvé une récompense profane dans un sermon tout entier consacré à la quête du salut par l'application diligente des Chrétiens à travailler, pour la plus grande gloire de Dieu, là où ils ont été appelés par lui. Ainsi, bien avant l'avènement de la civilisation industrielle, l'idée d'un temps de la vie « pour semer » et un autre temps « pour récolter », selon la formule de l'Écclésiaste, avait trouvé sa place dans la logique bourgeoise du travail, de l'épargne, de la jouissance différée, « à la retraite ».
- 24 En somme, contrairement aux idées reçues depuis Weber, le travail productif ne serait pas, dans la culture américaine, une fin en soi, une fois détachée de l'obsession protestante du salut, un *ethos* mécaniquement producteur de richesse, au-delà des besoins du travailleur. La vraie valeur du travail serait plutôt de permettre à ce dernier d'arrêter de travailler, comme l'écrivait Rousseau : « Si l'on y regardait bien, l'on verrait que, même parmi nous, c'est pour parvenir au repos que chacun travaille : c'est encore la paresse qui nous rend laborieux » (Rousseau J.J., 1781 : 129 n1). Si le temps, c'est de l'argent, selon la formule de Benjamin Franklin d'où part Weber pour

caractériser, en première intention, l'esprit du capitalisme (Weber, 1905 : 14), l'argent, c'est aussi du temps, du temps libre, libéré de l'obligation de travailler pour gagner sa vie.

- 25 Pourquoi plutôt et plus tôt en Amérique ? C'est que, dans les colonies britanniques d'Amérique du Nord, le travailleur « bourgeois », en l'occurrence plutôt agreste (les agriculteurs propriétaires), s'est détaché bien plus rapidement qu'en Europe de la condition servile, parce que les terres, principal moyen de production, y étaient, pour l'essentiel, libres de toute contrainte féodale, et ne coûtaient, une fois levée l'hypothèque indienne, que la peine de les travailler. Même la catégorie servile des *indentured servants*, à la différence des esclaves, pouvait envisager de devenir propriétaire, et, à terme, de cesser de travailler pour vivre. Dans une Amérique essentiellement rurale jusqu'en 1920 (date à laquelle la majorité de la population devient urbaine), la propriété d'une exploitation agricole permettait au travailleur âgé de se reposer sur le travail de ses enfants pour assurer ses vieux jours dans des conditions d'indépendance.
- 26 L'accession à la propriété de moyens de production par le travail, au lieu d'être une exception largement circonscrite au milieu urbain comme en Europe, devenait donc immédiatement, sinon la règle générale, du moins une réalité très répandue et un espoir quasiment universel, dans une situation d'abondance de terres, ce qui n'a pas été sans conséquences sur les représentations.
- 27 C'est en effet dans cette situation, où l'état de nature ontologique semble coïncider avec la réalité observable, que le mode d'appropriation par le travail, typique de la bourgeoisie, s'impose comme « naturel ». Ainsi, en 1629, John Winthrop, dans ses *Considérations* (1931), reconnaît, en l'absence de lois positives, un droit naturel de propriété aux Indiens en ce qui concerne les parcelles qu'ils ont cultivées (*manured*) pour y faire pousser le maïs<sup>3</sup>, préfigurant Locke et sa théorie fondant la propriété sur le travail au nom de la « loi naturelle », explicitement rapportée par ce dernier à l'expérience américaine : « Au début, le monde entier était l'Amérique » (Locke J., 1988: 49, 301). Et c'est bien en Amérique que le projet d'une accession à la propriété de moyens de production grâce au travail, permettant de jouir ensuite du fruit du travail d'autrui, a pris corps d'une manière généralisée.
- 28 Certes, l'argent est le symbole universel, et la fin poursuivie par son acquisition varie selon les individus et les cultures. Le rêve d'en finir avec le travail hétéronome prend en effet toujours deux visages : celui du projet, la projection dans l'avenir, la satisfaction différée, l'épargne, et celui de l'illusion, le *fun*, la jouissance instantanée, le soulagement immédiat de la douleur du travail. Les Américains seraient pathologiquement incapables de s'arrêter de consommer (Whybrow P., 2005), peut-être parce qu'ils travaillent trop pour avoir du temps libre (Schorr J., 1992) et devraient donc se satisfaire de manière symbolique par l'acquisition de biens matériels, mais aussi tout simplement parce que les salaires stagnent depuis les années 1970. Une culture du crédit, concurrente de celle de l'épargne, s'est créée au cœur de la société de consommation, dans l'intérêt des entreprises.
- 29 Pourtant, qu'il s'agisse de la propension américaine à la consommation, à la satisfaction instantanée des besoins matériels, ou de la vertu prudente de l'épargne en vue de la retraite vantée par les sages du capitalisme depuis Franklin, les paramètres sont les mêmes : je consacre du temps au travail hétéronome pour avoir la possibilité de ne plus travailler pendant un certain temps. Ce n'est donc pas parce que le travail serait une

valeur en soi, une valeur finale que les Américains l'exaltent, mais en raison de sa valeur instrumentale, et plus précisément, parmi toutes les valeurs instrumentales mentionnées plus haut, celle qui conduit à l'enrichissement. Aux États-Unis, le travail est encore aujourd'hui essentiellement un moyen pour une fin et non une fin en soi ou une source de bénéfices sociaux : en 2009, 62 % des Américains estimaient que le travail est avant tout un moyen de gagner de l'argent contre 50 % des Français et 38 % des Allemands (TNS Sofres, 2009).

- 30 Abraham Lincoln, dans son discours de New Haven du 6 mars 1860, a donné une description éloquent de la perspective de cesser de travailler grâce à un processus typiquement américain :

Quelle est en réalité la condition du travailleur ? [...] Celui qui commence pauvre dans la course qu'est la vie, ce qui est le cas de la plupart des gens, sait que dans une société libre il peut améliorer sa condition; il sait que le travail salarié [*labor*] n'est pas une condition permanente, pour toute sa vie. [...] Je veux que tous les hommes aient une chance – et je pense qu'un Noir y a droit – de pouvoir espérer être travailleur salarié cette année et la prochaine, ensuite travailler à son propre compte, et enfin embaucher d'autres hommes pour qu'ils travaillent pour lui. Voilà le vrai système (Basler R., 1953, vol. 3 : 24-25).

- 31 Cette perspective est au cœur de ce qui devait recevoir le nom de « rêve américain ».

## La retraite, partie intégrante du « rêve américain »

- 32 Le terme de « rêve américain » apparaît en 1931, sous la plume de James T. Adams, dans un essai de rétrospective intitulé *The Epic of America*. Pour lui,

[...] ce rêve américain d'une vie meilleure, plus riche et plus heureuse pour tous nos citoyens de chaque catégorie sociale [...] est la plus grande contribution que nous ayons apportée jusqu'ici à la pensée et au bien-être du monde. Ce rêve et cet espoir existent depuis le début. Depuis que nous sommes devenus une nation indépendante, chaque génération a vu les Américains ordinaires se dresser pour préserver ce rêve des forces qui semblaient devoir le submerger (Adams J., 1933 : viii).

- 33 L'expression, immédiatement reprise dans une Amérique en proie au doute, va trouver une expression d'autorité dans la bouche du président Roosevelt le 6 février 1937 devant le Congrès :

Le rêve américain de la ferme de taille familiale, appartenant à la famille qui la cultive, s'est de plus en plus éloigné. L'ascenseur agricole, grâce auquel un jeune homme énergique pouvait s'élever de salarié à fermier, puis propriétaire, ne remplit plus sa fonction. [...] Un programme national, sous la direction du pouvoir fédéral, avec l'aide des états, des comtés, des communautés et des individus est la seule solution (Roosevelt F.D., 1937).

- 34 La référence implicite de Roosevelt au discours de Lincoln n'est pas fortuite. Ce que Roosevelt défend, c'est le passage du projet américain d'indépendance économique par la propriété privée des moyens de production, que Lincoln évoquait, à un autre système, fondé sur une protection sociale collective, et pas seulement dans le domaine agricole. À vrai dire, au moment où Lincoln s'exprimait en 1860, le « vrai système » commençait déjà à être tout autre, avec l'avènement d'une société industrielle faisant de la condition salariale la « condition permanente, pour toute la vie » d'une masse toujours croissante de travailleurs. Avec l'amenuisement des perspectives concrètes de sortie de la condition salariale, puisqu'il était devenu impossible au plus grand nombre

de conquérir cette médiocrité heureuse (*happy mediocrity*) du petit-bourgeois promise par Benjamin Franklin en 1782 aux travailleurs européens désireux de se rendre en Amérique (Smyth, 1907, vol. 8 : 603), le projet américain bascula un temps, vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, vers une forme idéologique, un rêve, dans le sens d'un projet illusoire pour la plupart, celui de faire fortune en partant de rien, « des haillons aux millions » (*from rags to riches*). Cette version du rêve, illusoire pour la majorité, a survécu aux capitaines d'industrie et s'incarne aujourd'hui dans le monde de la technologie, de l'art ou du sport.

- 35 Mais il fallut aussi donner au projet d'indépendance économique permettant d'arrêter de travailler, une autre forme, cette fois collective, à plus ou moins grande échelle. Après la Guerre de Sécession (1861-1865), les syndicats, prenant acte de la mort du projet d'indépendance américain traditionnel, commencèrent à mettre en place des caisses de retraite professionnelles (les cigariers dès 1867), puis le patronat mit en place des retraites d'entreprise qui servirent à fidéliser la main d'œuvre qualifiée (American Express dès 1875) (Ghilarducci T., 1995 : 24-25).
- 36 Seule une poignée de travailleurs étaient concernés. Mais la demande sociale d'un temps de récompense pour le travail, avant la mort, restait forte, et l'urbanisation rapide rendait de plus en plus caduque la solution de la solidarité intergénérationnelle des campagnes. Ne pouvant se traduire, faute d'un rapport de forces favorable dans les entreprises ou sur le plan politique, par des pensions liées au travail salarié, la réponse à cette demande prit d'abord la forme d'une récompense de l'engagement militaire et de la maternité. Les premières pensions publiques furent en effet servies aux anciens combattants de la Guerre de Sécession, selon des critères détachés de l'emploi occupé et du niveau de revenu, puis aux mères de famille en difficulté (Skocpol T., 1992 : 135, 424 seq.).
- 37 Ensuite, les syndicats parvinrent à imposer le versement par les employeurs d'un salaire différé, sous forme de pension, par le contrat ou même par voie législative, avec le *Railroad Men's Retirement Act* de 1934, ouvrant la voie au *Social Security Act* de 1935. Celui-ci étendit à tous les salariés le principe d'une retraite publique par répartition, au moment où, au cœur de la dépression, le paradigme de l'épargne et de l'initiative individuelle s'effondra avec le système financier (Tynes S., 1996 : 41-65).
- 38 Le système de retraite public par répartition et le système de retraites d'entreprise finirent de bouleverser le schéma ancien : il n'était plus nécessaire de posséder des moyens de production pour vivre du travail d'autrui, il suffisait que soit reconnue aux travailleurs une créance sur les propriétaires de moyens de production, responsables de verser les sommes nécessaires au service public de retraite par l'impôt et aux régimes d'entreprise par l'abondement des fonds de pension à prestation définies. C'est une des formes du « compromis fordiste », dans lequel les employeurs acceptèrent de partager les profits pour garantir le pouvoir d'achat des salariés, y compris à la retraite.
- 39 Le New Deal, forme politique du « compromis fordiste », devait acter cette nouvelle forme de retraite, grâce au *Social Security Act* de 1935. C'est cette philosophie qu'exprime Roosevelt dans son discours de 1937. Ainsi, peu à peu, la mise en place d'un système de retraites a redonné sens au projet américain de la retraite, en esquivant la question de la propriété des moyens de production. Pourtant, durant toute cette période, l'idéologie dominante a continué à donner une forme traditionnelle à ce rêve, celle d'une propriété individuelle acquise par le travail, sur le modèle de l'assurance privée, telle qu'elle apparaît en filigrane dans la formule de Roosevelt de 1941:

Nous avons mis en place cet impôt sur les salaires pour donner aux contributeurs un droit légal, moral et politique de toucher leur pension de retraite et leurs indemnités de chômage. Avec ces impôts inscrits dans le système, aucun foutu politicien ne touchera jamais à mon dispositif d'assurance retraite et chômage (Schlesinger A. Jr., 1958, vol. 2 : 308-309).

- 40 C'est ainsi que le système de retraite public a trouvé sa place dans la galaxie de représentations que constitue le « rêve américain » : travailler dur, puis jouir des fruits du travail. Le président de la centrale syndicale AFL-CIO est revenu, avec nostalgie, sur l'époque où le compromis fordiste permettait de donner à la classe ouvrière les mêmes perspectives qu'à la petite bourgeoisie :

Nous avons coutume de dire que ce qui faisait la particularité de l'Amérique, c'était que, si vous travailliez dur et que vous remplissiez votre part du contrat, vous aviez une vraie chance d'accéder à la classe moyenne, c'était que la classe ouvrière était la classe moyenne (Trumka R., 2013).

- 41 C'est pourquoi la crise de la retraite, produit de la crise des retraites, est une composante de la crise du « rêve américain », qui, en tant que projet, accompagne le pays depuis l'aube du capitalisme, et qui, en tant que rêve, constitue un élément majeur de l'idéologie du capitalisme américain.

## La crise des retraites, crise du « rêve américain »

- 42 Le contenu du « rêve américain » se décline généralement en quatre points : avoir un bon travail, devenir propriétaire de sa maison, envoyer ses enfants dans l'enseignement supérieur, et prendre une retraite confortable. Chacun de ces thèmes peut être envisagé sous l'aspect de l'espoir, un jour, de ne pas être obligé de travailler. Devenir propriétaire de son logement signifie ne plus avoir besoin de travailler pour payer le loyer ou l'hypothèque. Envoyer les enfants à l'université signifie que l'on n'aura plus besoin de travailler pour eux, et qu'ils atteindront le niveau de ressources requis en travaillant moins, puisque le niveau d'éducation est fortement corrélé avec les revenus (Day J. et Newburger, 2002). Enfin, la retraite est la possibilité de ne plus avoir à travailler pour subvenir à ses propres besoins.
- 43 Depuis l'avènement de la mondialisation, que l'on peut dater de la première moitié des années 1970 avec l'explosion du système monétaire international, ces piliers se sont fragilisés : la majorité des Américains ont été confrontés à une dégradation de la qualité des emplois et il leur est de plus en plus difficile d'assumer à la fois l'acquisition d'un logement et l'éducation des enfants dans le supérieur. L'horizon de la retraite s'est également assombri. La crise a encore fragilisé ces éléments du « rêve américain ». En particulier, la perspective d'une retraite toujours reculée repose la question du travail dans d'autres termes, ce qui remet en cause un élément essentiel de la culture américaine.
- 44 En effet, toutes les définitions du « rêve américain » font appel au travail comme moyen. Une formulation particulièrement étudiée se trouve dans le document fondateur de l'*American Dream Initiative*, le support de campagne d'Hillary Clinton élaboré par le *Democratic Leadership Council*<sup>4</sup> en 2006 :

Depuis 230 ans, ce qui unit les Américains est le rêve commun d'un avenir encore plus grand que notre passé. La promesse d'une vie américaine, transmise depuis une douzaine de générations, repose sur un pacte fondamental : chacun d'entre nous devrait avoir l'opportunité de réaliser le potentiel que Dieu nous a donné, et la

responsabilité d'en tirer le meilleur parti. En Amérique, celui qui est prêt à travailler dans ce but mérite une chance de réussir (Clinton H., 2006).

- 45 Quelle que soit la définition que l'on donne de la réussite, elle passe par le travail. Plus le projet est difficile à réaliser, plus le rêve s'échappe, plus les politiciens en parlent. Depuis 30 ans, les dirigeants politiques américains de tout bord font campagne sur le thème du « rêve américain », et se présentent comme mieux à même que leurs concurrents de lui redonner force et vigueur : il s'agit de donner une nouvelle vitalité au rêve (*renew*<sup>5</sup>), de le restaurer et le restituer aux Américains (*restore*<sup>6</sup>), de le reconquérir (*reclaim*<sup>7</sup>), voire de le réinventer car ce rêve « s'évanouit peu à peu »<sup>8</sup>. Et, pendant ces trente années, ils ont mis en commun leurs efforts ou étalé leurs divergences sur la manière de « sauver les retraites », de préserver cette figure de l'avenir, essentielle à l'identité américaine, non seulement pour s'assurer le vote des seniors, nombreux et actifs en politique, mais pour assurer la cohérence de leur projet.

## Conclusion

- 46 La remise en cause du compromis fordiste à l'ère de la mondialisation a replacé les retraites au cœur des débats de société aux États-Unis, même quand la question n'est pas sur le devant de la scène, comme elle l'a été en 1981-1985 ou en 2000-2001.
- 47 Tandis que la Gauche s'efforce de ressusciter le compromis fordiste (Ghilarducci T., 2008)<sup>9</sup>, la Droite, qui n'en veut plus, s'appuie sur la force de l'idée de propriété privée acquise par le travail, au centre du « rêve américain ». Le discours de Lincoln à New Haven de 1860 est explicitement considéré comme d'actualité<sup>10</sup>. C'est ainsi que, pendant la présidence de G.W. Bush, l'idée d'un retour à la version du XIX<sup>e</sup> siècle du rêve américain, celle d'une société de propriétaires (*ownership society*), s'est traduite par un programme de privatisation de *Social Security* qui a achoppé sur la crise de 2001 et la résistance des syndicats et des retraités.
- 48 Dans son discours sur l'état de l'Union de 2005, le président G.W. Bush a repris la phrase de Roosevelt sur *Social Security* en en inversant le sens : argumentant en faveur d'une privatisation partielle des droits à pension de *Social Security* par la mise en place de comptes individuels de retraite, permettant aux jeunes salariés de se constituer un pécule (*nest egg*), il concluait : « Et le mieux, c'est que l'argent déposé sur ce compte, l'État ne pourra jamais vous le prendre » [Bush G. W., 2005].
- 49 La crise de 2007 a élevé à un niveau sans précédent l'angoisse des Américains quant à la retraite, un niveau d'angoisse qui rejaillit sur les perspectives de sauver le « rêve américain ». Après d'autres, le président Obama s'est engagé à reconquérir celui-ci, fondant à cet effet une « middle-class taskforce » qui n'a guère donné de pistes nouvelles. Sur les retraites fédérales publiques par répartition, il est resté très prudent, renonçant en février 2009 à créer une commission bipartisane pour assurer la pérennité de *Social Security*. En ce qui concerne les retraites complémentaires, en octobre 2010, le Ministère du travail a simplement révisé la réglementation des 401k – système d'épargne retraite bénéficiant d'un traitement fiscal préférentiel – pour améliorer la transparence et l'information des salariés sur les frais de gestion, pour leur permettre de « prendre de sages décisions » (Borzi P., 2010). La problématique des retraites n'est apparue dans la campagne de 2012 que sous l'angle des conséquences de la réforme de l'assurance santé d'Obama (Frayssé O., 2012). Les tendances lourdes en matière de retraite (basculement vers les pensions sous forme d'épargne-retraite)

mettent donc les régimes à la merci d'une prochaine crise financière. L'heure sera peut-être alors à une reconsidération en profondeur de cette dimension essentielle du « rêve américain » qu'est la retraite, et, au-delà, à une redéfinition de celui-ci.

---

## BIBLIOGRAPHIE

Adams, James T., *The Epic of America*, Londres, Routledge & Sons, 1933.

Alain, (Émile Chartier), *Propos sur le bonheur*, [éd. orig. Paris, Gallimard, 1928] édition électronique réalisée par l'université du Québec. [http://classiques.uqac.ca/classiques/Alain/propos\\_sur\\_le\\_bonheur/propos\\_sur\\_le\\_bonheur.html](http://classiques.uqac.ca/classiques/Alain/propos_sur_le_bonheur/propos_sur_le_bonheur.html), [1925].

Basler, Roy P. (dir.), *The Collected Works of Abraham Lincoln*, New Brunswick, NJ, Rutgers University Press, 1953.

Biden, Joseph, « Acceptance speech », 28 août 2008. <http://edition.cnn.com/2008/POLITICS/08/27/biden.transcript/>. Page consultée le 14 mai 2011.

Borzi, Phyllis C., Assistant Secretary of Labor for Employee Benefits Security Administration, communiqué de presse, 14 octobre 2010. <http://www.dol.gov/opa/media/press/ebsa/EBSA20101432.htm>. Page consultée le 14 mai 2011.

Bush, George W., *State of the Union Address*, 2 février 2005. <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2005/02/20050202-11.html>. Page consultée le 14 mai 2011.

Ciulia, Joanne B., *The Working Life : the Promise and Betrayal of Modern Work*, New York, Random House, 2000.

Clinton, Hillary Rodham, *The American Dream Initiative*, rapport présenté à la réunion nationale du Democratic Leadership Council, Denver, Colorado, 2006.

Colvin, Geoffrey et Tkaczyk, Christopher, « The end of a Dream », *Fortune Magazine*, 26 juin 2006. [http://money.cnn.com/magazines/fortune/fortune\\_archive/2006/06/26/8380000/index.htm](http://money.cnn.com/magazines/fortune/fortune_archive/2006/06/26/8380000/index.htm). Page consultée le 14 mai 2011.

Day, Jennifer Cheeseman et Newburger, Eric C., *Current Population Reports*, Washington, D.C., U.S. Department of Commerce, juillet 2002.

Department of Labor, Labor Force Statistics from the Current Population Survey, (Unadj) Labor Force Participation Rate - 60-64 yrs, Series Id: LNU01300096.

Department of Labor, Labor Force Statistics from the Current Population Survey, (Unadj) Labor Force Participation Rate - 60-65 yrs, Series Id: LNU01300199.

Employee Benefit Research Institute et Mathew Greenwald & Associates, Inc., Retirement Confidence Surveys, 1993-2011.

Frayssé, Olivier, « The US retirement system and the crisis », in Valérie Peyronel, Catherine Coron et Régine Hollander (dirs.), *La crise financière et les économies du monde anglophone*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 2011.

- Frayssé, Olivier, « Les enjeux économiques de l'élection présidentielle américaine de 2012 », *Cercle*, n° 27, p. 27-44. [www.cercles.com/n27/fraysse.pdf](http://www.cercles.com/n27/fraysse.pdf). Page consultée le 11 mars 2013.
- Frayssé, Olivier, « Work and Labour as Metonymy and Metaphor », *tripleC*, vol. 12, n° 2, p. 468-485, 2014. <http://www.triple-c.at/index.php/tripleC/article/view/546>. Page consultée le 24 décembre 2014.
- Ghilarducci Teresa, Mangum, Garth, Petersen, Jeffrey S., et al., *Portable Pension Plans for Casual Labor Markets : Lessons from the Operating Engineers Central Pension Fund*, Westport, Connecticut, Greenwood, 1995.
- Ghilarducci, Teresa, *When I'm Sixty-Four: the Plot against Pensions and the Plan to Save Them*, Princeton, New Jersey, Princeton University Press, 2008.
- Gramsci, Antonio, *Quaderni del Carcere*, Valentino Gerratana (dir.), Turin, Einaudi 1977, vol. 3, p. 2138-2181, [1929-1935].
- Kemp, Jack, « Obama and Economic Opportunity », *Wall Street Journal*, 17 avril 2008 : A19.
- Locke, John, *Two Treatises of Government*, [éd. orig. Établie par Peter Laslett, Cambridge, Cambridge University Press, 1960], Cambridge, Cambridge University Press, 1988 [1689].
- Mather, Cotton, *Two Brief Discourses. One Directing a Christian in his General Calling ; Another Directing him in his Personal Calling*, Boston, B. Green & J. Allen], 1701.
- Méda, Dominique, *Le travail, une valeur en voie de disparition*, Paris, Aubier, 1995.
- Montagne, Sabine, *Fonds de pension : entre protection sociale et spéculation financière*, Paris, Odile Jacob, 2006.
- Morrissey, Monique, et Garr, Emily, « Working the Graveyard Shift », Economic Policy Institute Briefing Paper #232, 5 mai 2009. <http://s3.epi.org/page/-/pdf/bp232.pdf>. Page consultée le 10 août 2009.
- National Bureau of Economic Research (NBER), « US Business Cycle Expansions and Contractions », 23 avril 2012, [http://www.nber.org/cycles/US\\_Business\\_Cycle\\_Expansions\\_and\\_Contractions\\_20120423.pdf](http://www.nber.org/cycles/US_Business_Cycle_Expansions_and_Contractions_20120423.pdf), page consultée le 10 août 2012.
- Obama, Barack, *Victory Speech, November 4, 2008*. <http://abcnews.go.com/Politics/Vote2008/story?id=6181477>. Page consultée le 14 mai 2011.
- Reagan, Ronald, « The Agenda is Victory », discours prononcé à la neuvième Conservative Political Action Conference, 26 février 1982. <http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1982/22682b.htm>. Page consultée le 14 mai 2011.
- Reagan, Ronald, Discours sur l'état de l'Union, 25 janvier 1988. <http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/1988/012588d.htm>. Page consultée le 14 mai 2011.
- Roosevelt, Franklin, « Message to Congress on Farm Tenancy », 6 février 1937, *The American Presidency Project*, Santa Barbara, CA. <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=15362>. Page consultée le 6 janvier 2008.
- Rousseau, Jean-Jacques, *Essai sur l'origine des langues*, 1781, édition l'Harmattan, 2009.
- Schlesinger, Arthur M. Jr., *The Age of Roosevelt*, 3 vols., New York, Houghton Mifflin, 1958.
- Schorr, Juliet, *The Overworked American*, Basic Books, Harper Collins, 1992.

Skocpol, Theda, *Protecting Soldiers and Mothers: The Political Origins of Social Policy in the United States*, Cambridge, Massachusetts, Harvard University Press, 1992.

Smyth, Albert Henry (dir.), *The Writings of Benjamin Franklin*, 10 vols., New York : Macmillan Co., 1905-7.

Timmerman, David M. et Weier, Gary M., « The 1996 Presidential Nomination Conventions Election: Good Television and Shallow Identification », in Denton Robert E. Jr. (dir.), *The 1996 presidential campaign : a communication perspective*, Praeger, Westport, Connecticut, 1998.

TNS Sofres, *Crise : quel impact sur la relation des salariés à leur travail ?*, enquête publiée dans *Le Nouvel Observateur* n° 2343, 1-7 octobre, 2009, p. 43.

Trumka, Richard L., Remarks by AFL-CIO President Richard L. Trumka, 2013 AFL-CIO National Convention Keynote, Los Angeles, California, September 9, 2013. <http://www.aflcio.org/Press-Room/Speeches/Remarks-by-AFL-CIO-President-Richard-L.Trumka-2013-AFL-CIO-National-Convention-Keynote-Los-Angeles-California>. Page consultée le 8 décembre 2013.

Tynes, Sheryl R., *Turning Points in Social Security: From "Cruel Hoax" to "Sacred Entitlement"*, Stanford, CA, Stanford University, 1996.

United States, 114 STAT. 198 PUBLIC LAW 106-182-7, avril 2000. [http://www.gpo.gov/fdsys/search/pagedetails.action?browsePath=106%2FPUBLIC%2F\[100%3B199\]&granuleId=&packageId=PLAW-106publ182&fromBrowse=true](http://www.gpo.gov/fdsys/search/pagedetails.action?browsePath=106%2FPUBLIC%2F[100%3B199]&granuleId=&packageId=PLAW-106publ182&fromBrowse=true). Page consultée le 3 avril 2008.

Weber, Max, *The Protestant Ethic and the Spirit of Capitalism*, traduction Stephen Kalberg, Chicago, Roxbury, 2001 [1905].

Whybrow, Peter C., *American Mania : When More Is Not Enough*, New York, Norton, 2005.

Winthrop, John, « General Considerations for the Plantations in New England, with an Answer to Several Objections » *Winthrop Papers*, Vol. 2, Boston : Massachusetts Historical Society, 1931.

## NOTES

1. La "crise" en tant que *recession* dure officiellement, selon les définitions du National Bureau of Economic Research, de décembre 2007 (début de la récession) à juin 2009 (début de la reprise), mais ses conséquences sont décalées dans le temps. L'activité reste forte fin 2007 et début 2008, atteint un nadir à l'été 2009, et reste molle jusqu'en 2011 au moins (NBER, 2012).

2. Selon le Bureau of Labor Statistics, le taux d'activité des 60-64 ans est passé de 54 % en octobre 2007 à 55,1 % en octobre 2008 et était de 54,5 % en octobre 2009. Le taux de chômage de cette population est passé de 3 % en octobre 2007 à 4,2 % en octobre 2008 et 6,2 % en octobre 2009. Le taux d'activité des 64-69 ans est passé de 29,7 % en octobre 2007 à 30,6 % en octobre 2008 et 31 % en octobre 2009. Le taux de chômage de cette population est passé de 3 % en octobre 2007 à 4,3 % en octobre 2008 et 6,8 % en octobre 2009 (Morrissey M., 2009 : 9).

3. *To manure*, qui vient du vieux français *manouvrier* signifiant travailler la terre, et aussi en être propriétaire, (Oxford English Dictionary).

4. Le *Democratic Leadership Council*, organisation créée pour recentrer le parti démocrate, est toujours soucieux de trouver des formulations acceptables par une grande majorité d'Américains.

5. À la fin de sa présidence, Ronald Reagan estime avoir « reconquis et restauré » le « rêve américain » (*reclaimed and restored*) [Reagan, 1982 ; 1988].

6. C'était le thème de la convention républicaine de 1996 (Timmerman et Weier, 1998).

7. C'est le point fort du discours de Barack Obama au soir de son élection (Obama, 2008).

8. “slowly slipping away” (Biden, 2008).
  9. Teresa Ghilarducci, professeur à la New School for Social Research, experte reconnue des systèmes de retraite, suggère la mise en place de cotisations, patronale et ouvrière, à hauteur de 5 % du salaire, destinées à la mise en place d’un régime public de retraite complémentaire à prestations définies.
  10. Voir par exemple l’usage qui en est fait par une des personnalités les plus influentes de l’ère Bush, Jack Kemp (2008).
- 

## RÉSUMÉS

Un phénomène nouveau est apparu lors de la récession de 2001 aux États-Unis, qui s’est confirmé et amplifié dans la crise de 2007, première étape de la « grande récession » : les salariés les plus âgés ont différé leur départ en retraite et l’oxymore « *working retirement* », le fait de travailler à la retraite, est devenu un lieu commun. La baisse relativement régulière des anticipations d’une retraite conforme au « rêve américain » depuis 1980 s’est brusquement accélérée. Une analyse des rapports entre les réalités sous-jacentes au concept de « rêve américain » et la question de la retraite depuis les origines permet de comprendre en quoi la crise actuelle, qui manifeste les conséquences de la rupture du compromis fordiste, est aussi une crise de la culture nationale.

Starting with the 2001 recession in the United States, an increasing number of workers reaching the age of retirement have continued to work, and this trend has been confirmed and accentuated during the 2007 recession, inaugurating the “US Great recession”, so that the oxymoron “working retirement” has become commonplace, while the trend towards lower anticipations concerning retirement, which was first observed in 1980, has accelerated. By examining the connection between the issue of retirement and the realities underlying the notion of American dream, one understands the extent to which the current crisis, a consequence of the end of the Fordist compromise, also involves a crisis in the national culture.

A partir de la recesión de 2001 en los Estados Unidos, surgió un nuevo fenómeno que la crisis de 2007, que marca el inicio de la “Gran recesión” confirmó y acrecentó: los trabajadores de mayor edad han pospuesto su jubilación y el oxímoron « *working retirement* », el hecho de trabajar durante la jubilación, se ha convertido en una normalidad. El descenso, relativamente regular, de las expectativas de una jubilación conforme con el « sueño americano » desde 1980, se aceleró notablemente. Un análisis de la relación entre las realidades subyacentes del concepto del « sueño americano » y la problemática de la jubilación desde sus orígenes es necesaria para entender cómo la crisis actual, que muestra las consecuencias de la ruptura del pacto social fordista, es también una crisis de la cultura nacional.

## INDEX

**Palabras claves** : Gran recesión, jubilación, pensiones, « sueño americano », trabajo, cultura de los Estados Unidos

**Mots-clés** : Crise de 2007, « grande récession », retraite, pensions, « rêve américain », travail, culture nord-américaine

**Keywords** : 2007 recession, “Great recession”, retirement, pensions, “American Dream”, work and labor, US culture

## AUTEUR

### OLIVIER FRAYSSÉ

Olivier Frayssé, Professeur d’histoire et de civilisation américaines, spécialiste des questions liées au travail, notamment dans leur dimension culturelle, ainsi que des retraites, dirige l’axe « Travail, culture et société » de l’EA 4086 de l’université de Paris Sorbonne. Sa dernière publication, *Digital Labour and Prosumer Capitalism : the US Matrix*, en collaboration avec Mathieu O’Neil, paraît chez Palgrave MacMillan en avril 2015.